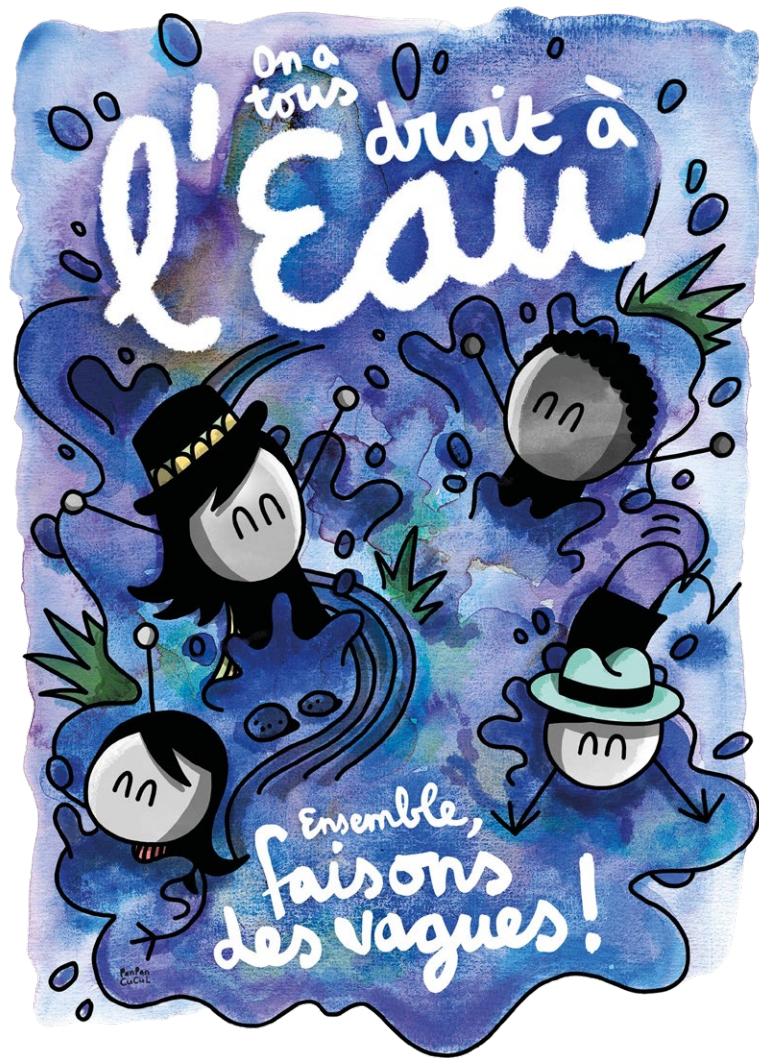


RAPPORT
ANNUEL
2023





Filage de fibre d'alpaga.
Arequipa. Pérou

SOMMAIRE

Instances	4	Quand le partage des savoirs dépasse la dynamique des projets	25
Mot du Comité	6	Quand la participation à un réseau catalyse nos forces	27
40 ans se sont écoulés	8	Un grand merci	29
Vie associative	11	Compte de résultat de l'exercice 2023	30
Droits et empowerment des femmes	14	Bilan au 31 décembre 2023	32
Justice environnementale et accès à l'eau	17	Annexe 1 : tableau de variation des fonds affectés aux projets en 2023	33
Souveraineté alimentaire et énergétique	20	Annexe 2 : financements reçus pour les projets en 2023	34

INSTANCES

Comité

Présidente :

Claudia Wyrsch

Membres :

Umberto Bandiera (dès le 5.10.2023),
Laurence Gaubert-Henry, Blanca
Murcia Forero, Estelle Rosa (dès le
5.10.2023), Dalia Pacheco et Delphine
Stalder (Vice-présidente).

Vérificateurs·trices aux comptes

Internes :

Maria Opazo et Robert Dupertuis

Externe :

Fiduciaire Warrin et Chatton S.A.

GT Projets

Laurence Gaubert-Henry
(Coordinatrice), Tomas Anania,
Monica Cavadini, Alyssia Piguet, Maya
Schaerer et Claudia Wyrsch.

GT Communication

Dalia Pacheco (Coordinatrice) et
Delphine Stalder.

GT 40 ans

Dalia Pacheco (coordinatrice), Monica
Cavadini, Henri Mégroz, Maria Opazo,
Estelle Rosa et Claudia Wyrsch.

Secrétariat

Alejandro Mackinnon (Secrétaire
général), Sandra Ernesto (Chargée
de projets de coopération), Ursula
Koch (Secrétaire comptable, jusqu'au
31 mai 2023) et Véronique Vincent
Samson (Chargée de communication
et de recherche de fonds). En mission
temporaire : Jenishbek Edigeev (du 1^{er}
mai au 30 juin 2023) Amwege Trabelsi
Gonzalez (jusqu'au 29.07.2023), Virginia
Villegas-Pasche (dès le 01.09.2023)

Partenaires terrain

En Colombie :

Enda-Colombie, à Bogota
Penca de Sábila et Vamos Mujer,
à Medellín

Au Pérou :

Cesip et Desco-Ciudadano, à Lima
DescoSur, à Arequipa

Au Togo :

GRADSE et MVCP, à Sokodé
ETD, à Lomé
Cetramode, à Dapaong

emp'ACT est membre de :

- FGC - Fédération Genevoise de Coopération
- APRES-GE - Chambre de l'Économie Sociale et Solidaire
- PSA - Plateforme Souveraineté alimentaire de la FGC
- Alternatiba Léman
- Coalition pour des multinationales responsables

emp'ACT est partenaire de :

- PPE+ - Programme d'Expériences Professionnelles dans l'Économie sociale et solidaire
- Syni-Lausanne - Bureau des emplois temporaires subventionnés de la Ville de Lausanne
- Genève Bénévolat - Plateforme genevoise du bénévolat
- CAGI - Centre d'Accueil de la Genève Internationale
- Festival FILMAR en Amérique latine
- Black Movie
- PS-EAU Programme Solidarité Eau



L'association fonctionne grâce au soutien d'une septantaine de personnes bénévoles qui collaborent dans le cadre de nos actions et manifestations.



MOT DU COMITÉ

L'ensemble du Comité est heureux de vous présenter le rapport annuel 2023 qui résume la dynamique associative et qui, exceptionnellement, rappelle certains moments clés de nos 40 ans d'engagement et de militance pour un monde plus solidaire et égalitaire. Nous tenons à remercier ici toutes les personnes qui ont contribué d'une manière ou d'une autre à porter l'association durant ces quatre décennies ! C'est bien grâce à leur engagement que nous sommes toujours là, que nous avons évolué et que nous avons développé une approche qui allie professionnalisme, humanisme et solidarité !

Un regard rétrospectif nous permet de constater que nous avons su nous adapter, innover, évoluer en accompagnant les changements qui se sont imposés au niveau global. Nos actions ont des effets tangibles et mesurables sur les conditions de vie des communautés que nous avons soutenues dans le cadre de 350 projets. Plus largement, nos programmes ont influencé durablement des politiques publiques, notamment aux Philippines, au Brésil, au Pérou et en Colombie. Nous avons soutenu des mouvements sociaux qui ont été à la base de transformations sociales au Brésil ou en Colombie. Nous avons œuvré à la consolidation de réseaux régionaux d'ONG aussi bien en Afrique de l'Ouest qu'en Amérique du Sud. Beaucoup de motifs pour célébrer ces 40 ans d'engagement à vos côtés !

Cependant, cet anniversaire s'inscrit dans un contexte très pessimiste. Notre association est née en 1983 en catalysant les dynamiques des citoyen·ne·s genevois·e·s et des personnalités politiques des partis mobilisés dans le cadre

de l'initiative cantonale genevoise qui prévoyait l'attribution du 0,7 % des fonds publics à la solidarité internationale. Nous sommes également très fiers d'avoir contribué à la promulgation de la loi de la solidarité internationale de l'État de Genève, loi novatrice adoptée en 2005, et nous plaçons toujours pour qu'elle soit respectée. Vous le constatez, la défense des fonds publics pour la coopération est inscrite dans notre ADN.

C'est pourquoi nous tirons aujourd'hui la sonnette d'alarme : l'aide suisse au développement n'a jamais été aussi fragilisée qu'actuellement. De nouvelles coupes budgétaires répondent à une politique qui met à mal la coopération internationale dans son ensemble : la fin de l'appui de la coopération suisse au développement aux pays d'Amérique latine, la volonté du Conseil fédéral d'affecter 1,5 milliard de francs à l'Ukraine sur les fonds de la coopération au développement, ou encore les intenses tractations qui se déroulent dans les coulisses parlementaires afin de négocier une clé de

répartition entre les budgets de l'armée, les fonds pour l'Ukraine et ceux pour l'aide au développement !

Dès lors la solidarité internationale vit un moment grave et de forte incertitude, inimaginable il y a seulement quelques années. Justement quand le contexte mondial pose de nombreux défis : comment assurer la sécurité si les besoins fondamentaux des personnes ne sont respectés ? Comment répondre aux conséquences du réchauffement climatique, à l'accroissement du nombre de crises et de leur sévérité ? Comment réduire les inégalités et la vulnérabilité à l'échelle mondiale ? Comment soutenir les sociétés civiles face à la montée d'autoritarismes et à la recrudescence de la souveraineté des États ?

C'est pourquoi nous adhérons à l'appel lancé par la Fédération genevoise de coopération et Alliance Sud dans le cadre de la campagne #Soyons solidaires maintenant ! Unissons nos forces, nos convictions et nos compétences pour poursuivre la mission humaniste si chère aux valeurs suisses. Encore un défi à relever ! Nous comptons sur l'engagement de nos membres pour continuer à plaider en ce sens. Accompagnez-nous dans la poursuite de notre engagement ! Mobilisez-vous !



Nous tenons à remercier tous les membres, partenaires, donateurs pour leur confiance et générosité. Nous exprimons également notre reconnaissance à la FGC et les collectivités publiques pour leur soutien indéfectible. Un remerciement tout particulier à la septantaine de personnes qui œuvrent bénévolement pour notre association et sans lesquelles il ne serait pas possible de faire aboutir tous les projets que nous soutenons. Notre travail ne serait pas possible sans vous ! **Encore mille mercis !**



Construction de citernes par des femmes au Brésil

emp, 40 ans
initiatives solidaires
et durables
ACT



40 ANS SE SONT ÉCOULÉS

Du concept de « tiers monde » au « pouvoir d'agir »

Tiers-Monde, terme désuet, était à son apogée dans les années 80, quand la mouvance tiers-mondiste s'inspirait sur les principes de solidarité chrétienne alliés à la conviction que l'État social, tel qu'il avait pris forme dans l'Europe de l'après-guerre, pouvait servir de modèle universel. Guerre froide et décolonisation laissaient ensuite penser à l'espoir diffus d'une troisième voie, à mi-chemin entre capitalisme et socialisme d'État...



Peinture murale. Lima. Pérou


En Suisse, le mouvement tiers-mondiste s'indignait des contradictions entre approche humanitaire et maximisation des profits des entreprises suisses, notamment en Afrique et en Amérique du Sud. Des groupes de solidarité anticoloniale, des groupements estudiantins ou religieux, des œuvres caritatives et diverses organisations politiques mettaient en relation la politique du développement avec la critique sociale et une prise de conscience du passé. La société civile se mobilisait face à l'inaction de l'État et des nombreuses associations de solidarité internationale ont vu le jour à cette période.

Dans ce contexte, est née Genève Tiers-Monde : pragmatique et novatrice. Loin des approches caritatives, elle ne croyait pas aux solutions toutes faites. Précurseuse peut-être de la « localisation de l'aide » elle a toujours soutenu des initiatives locales et des processus collectifs portés par les groupes sociaux qui étaient directement concernés dans les divers pays d'intervention.

Ses trois premiers projets : « production de viande séchée à Gao » (Mali), « Santé primaire dans les bidonvilles de Manille » (Philippines) et « Forages et puits à Saaba » (Burkina Faso) s'inscrivaient dans l'approche qui faisait fureur à l'époque : « Small is beautiful ». Il s'agissait de soutenir de microprojets pouvant être gérés et repris rapidement par les propres acteurs et actrices. Durant les 6 premières années, l'association a soutenu ainsi une centaine de microréalisations dans plus de 25 pays d'Afrique, Asie, Amérique du Sud et Centrale.

En 1990, l'association optait pour une approche qui tenait compte des complexités thématiques et contextuelles, en recentrant ses interventions et en développant des visions stratégiques à moyen et à long terme, afin que les actions gagnent en efficacité et en impact. Elle a adhéré rapidement aux principes du développement durable et a privilégié le rôle des acteur·trice·s de la société civile dans les processus de développement local et/ou régional.

Des stratégies institutionnelles se sont succédées : Peu à peu, l'association ne se contentait plus d'apporter des solutions partielles, mais avait le souci d'influencer les politiques publiques locales, pour responsabiliser les États et pour maximiser les populations bénéficiaires. C'est ainsi que le programme de santé communautaire initié par l'AKAP dans les bidonvilles de Manille s'est étalé d'abord sur plusieurs Îles pour devenir ensuite un programme phare du ministère philippin de la santé.



C'est aussi le cas des pratiques agroécologiques et du « consommer local » promues par le Centro Feminista 8 de Março -CF8-, (Mossoró, au Brésil) et les mouvements paysans, devenues d'abord un programme municipal, reproduites ensuite au niveau de l'État du Rio Grande do Norte et finalement devenues programme du gouvernement fédéral. Ou encore le développement, toujours par le CF8, d'un système pilote de construction de citernes pour stocker l'eau de pluie, qui a été ensuite répliqué dans le cadre du programme « 1 million de citernes » développé dans le Nordeste brésilien par le gouvernement fédéral et qui a garanti l'accès à l'eau à 250'000 familles des régions semi-arides.

Ce sont aussi les innombrables procédures de protection des enfants travailleur·euse·s qui ont été promues par CESIP au Pérou et qui sont devenues progressivement des protocoles officiels, des règlements, des décrets municipales, et qui ont inspiré des lois nationales de protection de l'enfance. Comment oublier les projets pilotes d'éducation bilingue quechua-espagnol et plus tard, d'éducation inclusive, promus par Pukllasunchis et qui ont été ensuite validés et répliqués par les autorités éducatives sur l'ensemble des écoles de la région de Cusco, et qui ont renforcé l'identité de la population parlant cette langue autochtone.

Plus récemment, dans une dynamique plus participative, ce sont les divers Agendas élaborés par des femmes de Lima (Pérou) et Medellín (Colombie) ou par les femmes paysannes à Arequipa (Pérou) qui servent de base pour proposer des changements concrets dans le cadre des processus démocratiques et revendiquer ainsi leurs droits à une vie plus sûre.

Tous nos espoirs reposent actuellement sur la promulgation en Colombie de la loi nationale sur la gestion communautaire de l'eau, portée par les associations communautaires et par la société civile, pour reconnaître l'eau comme bien commun et la gestion communautaire de l'eau en tant qu'activité non commerciale. Le pouvoir d'agir des groupes organisés a contribué à créer toutes les conditions pour que cette loi soit promulguée prochainement.

Cela est possible grâce au développement du pouvoir d'agir des leaders communautaires, associations, communautés, groupes organisés qui prennent en main leur destin. Mais aussi grâce à la construction de partenariats solides qui ont pu se former grâce à la confiance des bailleurs de fonds. En effet, c'est par un appui sur le long terme que de véritables changements vers plus de justice sociale sont possibles.

Chaque projet d'emp'ACT est une aventure de co-construction, un espoir, une transformation en devenir, une possibilité concrète de rendre le monde plus juste et équitable.

VIE ASSOCIATIVE

La dynamique associative

La nouvelle identité de l'association s'est consolidée grâce à une vie associative intense, une nouvelle manière de communiquer et de nous positionner ainsi que par une présence active dans la cité et dans les médias. Le nouveau nom a été rapidement accepté et adopté par les membres, les associations partenaires et les différents réseaux où l'association est active.

Le Comité s'est réuni une dizaine de fois pour traiter des questions institutionnelles, notamment de la gouvernance et de la transition en lien avec les postes clés à repourvoir dans les prochaines années. Le Comité s'est enrichi en accueillant deux nouveaux membres qui apportent de nouvelles compétences. Il est toujours épaulé par des groupes de travail, notamment pour la communication et les projets. Un groupe ad hoc organise les manifestations des 40 ans.

La stratégie institutionnelle 2022-26 se concrétise par un recentrage sur les trois axes d'intervention. Un accent particulier a été mis sur la justice environnementale et l'accès à l'eau, retenus comme thèmes centraux pour la célébration des 40 ans. C'est pourquoi, en septembre 2023, nous avons soutenu, en Colombie, une rencontre pour partager des savoirs sur la gestion communautaire de l'eau. A cette occasion une centaine de représentant·e·s d'une quinzaine de pays des Amériques, d'Afrique et d'Europe se sont réunis pour capitaliser leurs expériences sur le rôle et l'empowerment des femmes dans la gestion communautaire de l'eau. Toujours en lien avec ce thème, nous avons facilité le plaidoyer de nos partenaires colombiens auprès du Conseil des Droits de l'Homme à Genève afin de préparer la déclaration officielle présentée au Sommet mondial sur l'eau à New-York en mars 2023.

AG d'emp'ACT 2023 en présence de Delmy Polma, Descosur



Nos 10 projets en Amérique du Sud et en Afrique de l'Ouest ont évolué au rythme d'échanges, négociations, rédactions de dossiers et de rapports. Cette année, les projets se sont déroulés dans des contextes sociopolitiques fragiles. Au Pérou, une société civile bafouée et confrontée à l'autoritarisme et la discrimination des peuples andins. En Colombie, la dégradation des droits humains et l'insécurité des leaders communautaires a été source de préoccupation pour nous. Au Togo, le manque d'effectivité de la décentralisation politique ainsi que les manifestations visibles des changements climatiques nous ont contraints à cibler certaines actions.

Notre stratégie de partenariat renforce les compétences de nos partenaires par l'accès à des formations ou des échanges d'expériences afin qu'ils puissent adapter leur travail et réduire les marges d'incertitude imposées par les contextes. Ce renforcement passe aussi par la mise en lien avec des étudiant·e·s genevois·e·s intéressé·e·s par



des stages de formation pratique chez nos partenaires ayant des capacités d'accueil. C'est ainsi qu'une étudiante a soutenu avec succès son Master en Sciences de l'Éducation et Formation d'Adultes sur l'empowerment et le leadership des femmes du projet Mujeres del Agua. Chacune de ces actions consolide notre assise dans la cité.

Le secrétariat s'est vu renforcé par l'arrivée de trois professionnel·le·s qui ont su apporter leurs compétences et leurs savoir-faire durant leurs missions temporaires. Cela a été possible grâce à nos partenariats avec les programmes PPE+ (APRES-Genève) et SYNI de la Ville de Lausanne.

Nous avons participé régulièrement aux séances de la Plateforme Souveraineté Alimentaire (PSA) de la FGC, ce qui nous a permis de mettre en lien nos partenaires togolais avec d'autres organisations de terrain travaillant sur des objectifs semblables. Dans ce cadre, nos partenaires togolais ont participé à des ateliers d'échange d'expérience et ont créé des liens avec d'autres partenaires de la PSA.



Table ronde sur la Chinafrique.
Black Movie. Genève

Notre présence dans la cité

En juin, la Fête de la Musique était une belle occasion de retrouver une ambiance festive avec des bénévoles qui nous ont prêté main forte pour tenir un stand, où nous avons mis en avant le projet « Mujeres del agua ». Les températures estivales et la bonne localisation du stand ont contribué à sa réussite, avec un bénéfice record de CHF 21 681.

Nous avons consolidé notre partenariat avec le Festival « Filmar en América latina » par la remise du prix FOCUS SUD, en partenariat avec la FGC et Solidar Suisse. Nous y avons également organisé une discussion suite à la projection du film colombien La Bonga, au Point Favre, à Chêne Bourg.

L'organisation d'une table ronde intitulée « Chinafrique : entre partenariat et néocolonialisme » autour du film Eat Bitter dans le cadre du Festival Black Movie nous a permis d'entamer une nouvelle collaboration avec ce Festival qui, nous l'espérons, se poursuivra.

Nous sommes restés toujours actifs sur les réseaux sociaux, notamment LinkedIn, Facebook, et Instagram. En matière de plaidoyer, nous avons soutenu et relayé les campagnes d'Alliance Sud sur le financement de la solidarité internationale de la Confédération, ainsi que celles de la Coalition pour des multinationales responsables.

Fête de la Musique 2023



DROITS ET EMPOWERMENT DES FEMMES

Pérou Ciudad Mujer II : Femmes organisées pour une ville inclusive et égalitaire

| EN COURS | 2022-2025 | avec Desco Ciudadano

Dans un contexte de crise politique, économique et sociale exacerbée par la pandémie de COVID-19 au Pérou, le projet a joué un rôle déterminant dans le renforcement des droits des femmes à Lima. La crise a accentué la vulnérabilité des femmes face à la violence, à la pauvreté croissante et aux inégalités de genre renforcées. En réponse, le projet a mobilisé les associations sociales de femmes pour élaborer « l'Agenda politique des femmes pour la ville de Lima ». Cette initiative a facilité des dialogues stratégiques avec les décideurs locaux et nationaux, influençant ainsi les politiques publiques pour promouvoir l'égalité des sexes et les droits des femmes.



Femmes mobilisées pour le droit à la ville. Lima. Pérou

Les avancées significatives comprennent le renforcement des organisations locales de femmes dans chaque district de Lima, une augmentation notable de leur participation citoyenne, et la création d'espaces de formation pour les leaders féminins afin d'intégrer une perspective de genre dans les processus décisionnels. Le projet a également collaboré étroitement avec le Bureau de la Femme et de l'Égalité pour promouvoir des politiques inclusives et durables. Ainsi, les femmes ont pu défendre activement leurs droits à la sécurité, à la justice environnementale, ainsi qu'à une pleine participation à la vie culturelle et publique de la ville. En consolidant ces progrès, le projet défend le droit à la ville pour toutes et tous les citoyen-ne-s, en revendiquant la sécurité, la justice environnementale et le droit à la culture, aux loisirs et à l'espace public pour les femmes et les adolescent-e-s.

Pérou Empowerment des filles et des adolescentes pour la restitution et la promotion de leurs droits

| EN COURS | 2022-2024 | avec Cesip

Le projet se concentre sur le soutien direct aux filles et aux adolescentes à Lima (San Juan de Lurigancho) et à Cusco (San Sebastian et Caicay), face aux défis posés par les séquelles de la pandémie et les troubles politiques au Pérou. La suspension des cours en personne a exacerbé la violence sexiste et l'exploitation domestique, augmentant ainsi le risque d'abandon scolaire parmi les jeunes filles. Néanmoins, des progrès significatifs ont été accomplis : les activités ont renforcé leurs compétences personnelles, favorisant leur autonomie. En collaboration avec les écoles et les familles, des normes égalitaires ont été établies en matière d'éducation, tandis que les enseignant-e-s ont sensibilisé sur les droits des adolescentes et des femmes. Les autorités locales ont également soutenu ces efforts, notamment à Cusco où la participation aux programmes de soutien scolaire a été forte. Le projet a réussi à réinsérer les étudiant-e-s déscolarisé-e-s, promouvant une éducation inclusive et équitable qui renforce leur résilience et leur autonomie.

En dépit des défis persistants liés à la violence, la collaboration avec les écoles et les organisations locales ont renforcé la prévention de la violence contre les enfants et les adolescent-e-s. Les activités du projet ont permis une meilleure compréhension des droits des filles et adolescentes au sein de la communauté, promouvant ainsi l'égalité de genre et les droits humains. Les parents ont joué un rôle essentiel en renforçant leur capacité à protéger et soutenir leurs enfants, témoignant ainsi de l'impact positif sur la communauté. Ces efforts contribuent à créer une société plus inclusive et respectueuse des droits des jeunes filles malgré les défis continus au Pérou.

Adolescentes lors d'une visite institutionnelle. Lima. Pérou



Colombie Les femmes tissent des routes de dignité et de paix à Antioquia

| EN COURS | 2022-2025 | avec Vamos Mujer

Le projet s'inscrit dans un contexte colombien en mutation, influencé par des changements politiques et sociaux significatifs, tels que l'arrivée d'un gouvernement national de gauche et la montée de la droite locale. Ces dynamiques ont introduit des défis comme les politiques d'austérité et une escalade de la violence, mais ont également offert des opportunités avec des politiques nationales centrées sur la promotion de l'économie populaire et les droits des femmes. Le projet se concentre sur le renforcement de l'organisation des femmes, l'autonomie économique et la lutte contre la violence de genre pour améliorer les conditions de vie et promouvoir les droits des femmes.

En termes de progrès, le projet a atteint ses objectifs initiaux avec succès. Il a déployé des activités de santé mentale efficaces pour aider les femmes à surmonter les défis post-pandémiques, renforçant leur intégration sociale et leur capacité organisationnelle. De plus, il a promu l'autonomie économique des femmes grâce à des formations sur l'écoféminisme et des projets de commercialisation locale. Malgré les défis sécuritaires et économiques, le projet a mis en place des mesures préventives rigoureuses pour assurer la sécurité des participant-e-s et optimiser l'utilisation des ressources disponibles.

Le nom du projet, inspiré par le concept de « tisser », symbolise l'idée d'entrelacer, unir, soutenir, construire, créer et cocréer. Les femmes d'Antioquia tisseront donc ensemble une nouvelle route pour la reconnaissance de leurs droits humains.

Le projet démontre des résultats tangibles dans l'amélioration des conditions de vie des femmes tout en soulignant l'importance de s'adapter aux défis contextuels et de saisir les opportunités pour favoriser un développement durable et équitable.



Atelier pour une vie sans violence. Medellin. Colombie

JUSTICE ENVIRONNEMENTALE ET ACCÈS À L'EAU

Pérou Mujeres del agua : Reconnaissance du rôle des femmes hautes-andines dans la gestion des ressources hydriques

| EN COURS | 2022-2024 | avec Descosur

Le projet s'inscrit dans un contexte de crise politique et sociale au Pérou qui révèle l'incapacité du gouvernement à répondre aux besoins démocratiques de la population. Parallèlement, les défis environnementaux et la gestion insuffisante des ressources en eau aggravent la situation des populations vulnérables, notamment les femmes hautes-andines de la Réserve Nationale de Salinas y Aguada Blanca. Ces femmes, malgré leur rôle crucial dans la gestion de l'eau, souffrent de discrimination et manquent de reconnaissance.

Le projet vise à renforcer la résilience des communautés des Hautes-Andes en intégrant les femmes rurales dans la gouvernance climatique et la gestion de l'eau. Il promeut le leadership, l'autonomie économique et la gestion durable des ressources par les femmes. Des progrès significatifs ont été réalisés, notamment la reconnaissance des femmes dans des espaces de décision et leur participation à des initiatives entrepreneuriales. Le programme Sinchi Warmi a formé les femmes au leadership, les transformant en interlocutrices

clés des instances gouvernementales et en porte-parole lors d'événements publics. Le projet inclut également des mécanismes de rétribution financière pour les populations autochtones et une éducation environnementale dans les écoles, soutenue par un laboratoire d'apprentissage pour assurer le développement durable.



« Ce que je veux transmettre aux enfants et aux jeunes, c'est l'importance de l'eau. L'eau c'est la vie pour nous et pour notre peuple, et de prendre soin des marécages et des sources dont nous avons besoin en ces temps de changement climatique... Je dis aux femmes de se former, d'apprendre à perdre leur peur, que rester à la maison ne sert à rien. »

Martina Josefa Choquehuayta Cabana

Colombie La gestion communautaire garante d'un accès durable à l'eau potable

| EN COURS | 2021-2024 | avec Endacol

Un contexte favorable à une gouvernance plus démocratique et à la construction de la paix, favorise les projets environnementaux et féministes. Le Plan National de Développement 2022-2026 propose une décentralisation et une territorialisation des politiques publiques, mettant l'eau au cœur de la planification environnementale et engageant les communautés dans la conservation des écosystèmes. Les conseils territoriaux de l'eau, prévus dans ce plan, visent à renforcer une gouvernance inclusive et équitable de l'eau.

Le projet a réalisé des avancées significatives dans ce cadre favorable. Il a amélioré le suivi environnemental des sources d'eau et la qualité de l'eau grâce à la collecte d'informations spécifiques à chaque région cible et à une surveillance environnementale rigoureuse. En offrant un accompagnement juridique adapté et en facilitant la participation à différents niveaux de décision, le projet a permis aux autorités publiques de reconnaître l'importance des questions environnementales. Les communautés bénéficient désormais d'une meilleure représentation et d'une plus grande influence. La gestion durable des sources et des systèmes d'approvisionnement en eau devient progressivement indissociable du droit humain à l'eau, consolidant ainsi la pérennité des aqueducs communautaires et leur rôle crucial dans la société colombienne. Ces progrès renforcent également la visibilité et la légitimité du réseau communautaire, garantissant une meilleure représentation et influence des communautés locales dans les décisions concernant l'eau et l'environnement.

Parcours de vérification
environnementale.
Cundinamarca. Colombie





Colombie Reconnaissance institutionnelle de la gestion communautaire de l'eau

| EN COURS | 2021-2024 | avec Penca de Sábila

En 2023, le projet se déroule dans un contexte marqué par des changements politiques significatifs qui ont ouvert la voie à une orientation politique plus démocratique et engagée en faveur de l'environnement. Le Plan National de Développement 2022-2026 met un accent particulier sur la gestion communautaire de l'eau et la protection de l'environnement, en réponse aux défis croissants liés aux crises climatiques et sociales. Des réformes législatives telles que la reconnaissance des aqueducs communautaires et des droits des paysans, ainsi que la ratification du traité international d'Escazú pour la défense de l'environnement, illustrent l'engagement en faveur de politiques inclusives et respectueuses des droits humains et environnementaux.

Le projet a enregistré des progrès significatifs grâce à un plaidoyer politique et juridique efficace. Notamment, l'adoption de l'article 274, établissant un régime spécial pour la gestion communautaire de l'eau, représente une avancée majeure. De plus, le projet de loi 271 de 2022 vise à renforcer les capacités des communautés dans la gestion de l'eau, en intégrant des mécanismes d'inspection et de contrôle adaptés à leurs particularités socio-économiques. Malgré ces avancées, des défis persistent, notamment en termes de participation effective de la société civile dans les instances internationales et de pleine reconnaissance des droits des communautés autochtones et afro-colombiennes. Pour l'avenir, le projet cherche à consolider ces acquis en renforçant les partenariats publics-communautaires et en influençant les politiques publiques pour assurer la durabilité des aqueducs face aux défis climatiques et réglementaires émergents.

SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE ET ÉNERGÉTIQUE

Togo Entrepreneuriat agricole durable porteur de développement économique local

| EN COURS | 2022-2025 | avec MVCP

En 2023, le projet a navigué à travers un paysage complexe marqué par des défis sociopolitiques, économiques et environnementaux significatifs. Malgré une stabilité relative obtenue grâce aux efforts gouvernementaux pour maintenir la paix, des tensions persistaient dans certaines régions en raison d'attaques djihadistes et de protestations politiques. Sur le plan économique, les crises mondiales ont exacerbé l'inflation des prix et le chômage, impactant directement les conditions de vie des populations. L'introduction de l'Assurance maladie universelle a suscité des préoccupations quant à ses effets sur l'emploi et l'entrepreneuriat. En parallèle, des défis environnementaux tels que la diminution des précipitations et les périodes de chaleur extrême ont affecté la production agricole, nécessitant des interventions urgentes comme des campagnes de reboisement et la promotion de pratiques agro-écologiques.

Malgré ces obstacles, le projet a enregistré des avancées significatives. Les bénéficiaires ont adopté avec succès de nouvelles techniques agricoles et ont renforcé leurs capacités grâce à des formations ciblées, améliorant ainsi leur productivité et leur efficacité opérationnelle. La collaboration étroite avec les partenaires locaux et les prestataires de services a facilité l'accès aux intrants de qualité et aux marchés, bien que des conditions météorologiques défavorables et des fluctuations des prix aient posé des défis imprévus. Malgré cela, des mesures adaptatives telles que des contrats de vente sécurisés ont été mises en place pour stabiliser les revenus des producteurs. Ces efforts ont non seulement renforcé l'autonomie financière des femmes mais ont aussi favorisé des pratiques agricoles durables, contribuant ainsi à la protection de l'environnement et à la résilience des communautés rurales face aux défis futurs.





Battage du soja.
Région Centrale. Togo

Togo Appui à la gouvernance et au développement économique local durable

| **TERMINÉ** | 2020-2023 | avec ETD

Le projet intervient dans un contexte complexe marqué par des défis socio-économiques exacerbés par la pandémie de Covid-19 et le conflit russo-ukrainien. Malgré ces obstacles, ETD a concentré ses efforts sur le renforcement de la gouvernance locale participative et le soutien au développement économique par la création d'entreprises sociales.

Le projet a mobilisé les communautés autour du développement économique local en promouvant la gouvernance participative et en formant environ 4,500 producteurs aux techniques agroécologiques. Cela a amélioré la productivité agricole et renforcé les capacités des entreprises sociales malgré les défis tels que les retards dans l'élaboration des Plans de Développement Local (PDL) et les difficultés d'approvisionnement liées aux contraintes budgétaires et climatiques.

Malgré les défis persistants, le projet a réussi à générer des impacts concrets en renforçant la gouvernance locale et en dynamisant l'économie agricole locale. Pour l'avenir, il est essentiel de consolider ces réussites pour assurer la durabilité des initiatives locales et promouvoir un développement inclusif et durable au sein des communautés ciblées.

Visite des projets. Togo 2023



Togo Programme d'Appui à la Gouvernance et aux Dynamiques des Territoires de 6 Communes des Régions de Plateaux et Maritime au Togo (PAGDYT)

| NOUVEAU | 2023-2026 | avec ETD

Ce nouveau projet s'inscrit dans un contexte socio-politique et économique complexe au Togo. Le pays fait face à une urbanisation croissante mais aussi à des disparités régionales marquées, accentuées par des défis structurels tels que la pauvreté, l'insécurité alimentaire, et les effets des changements climatiques. Le cadre politique est dominé par un régime en place depuis plusieurs décennies, caractérisé par des critiques concernant la démocratie et les libertés civiles.

Dans ce contexte, le projet vise à renforcer la décentralisation récente du pays en encourageant une gouvernance locale participative, notamment à travers les cantons, pour améliorer la résilience climatique et promouvoir la durabilité des territoires. Il cherche également à intégrer activement les femmes et les jeunes dans les processus décisionnels et économiques locaux, en réponse aux défis persistants d'autonomisation et de développement économique, surtout en milieu rural.

En soutenant les communautés à travers des initiatives locales, le projet aspire à créer des opportunités durables d'emploi et d'entrepreneuriat, capital dans un contexte où les jeunes et les femmes ruraux sont souvent confrontés à des obstacles significatifs pour accéder aux ressources et aux opportunités économiques. Ainsi, cette phase du PAGDYT représente une avancée stratégique vers une gouvernance locale plus inclusive et efficace, essentielle pour assurer un développement équilibré et durable au Togo.



Togo Renforcement de la sécurité alimentaire dans les régions Centrale et Kara

| TERMINÉ | 2020-2023 | avec GRADSE

Le projet a réalisé des progrès significatifs, notamment en aidant 10 groupements de paysan-ne-s à se constituer en coopératives, améliorant ainsi la gestion de leurs exploitations. Grâce à ces coopératives, les conditions de vie des producteurs-trices se sont nettement améliorées. Le volume des productions a augmenté d'environ 50 % en moyenne, assurant une nourriture disponible tout au long de l'année et une augmentation des revenus, permettant de couvrir les frais de scolarité et les dépenses de santé. L'organisation en coopératives a également permis de réduire les coûts de production, de transport et de transformation. L'utilisation d'hydro-fertilisants, économisant jusqu'à 80 % d'eau, et les techniques de conservation et de stockage des produits maraîchers ont contribué à une meilleure gestion des stocks et à la réduction du gaspillage alimentaire.

Malgré un contexte difficile marqué par des crises sociales, économiques et politiques, le projet a renforcé la gestion communautaire de l'eau et amélioré le suivi environnemental des sources d'eau, en intégrant activement les communautés locales. La participation des femmes a atteint 60 %, augmentant leur rôle dans les comités de gestion des coopératives et contribuant de manière substantielle aux revenus familiaux. Les coopératives sont devenues des modèles pour d'autres paysan-ne-s, favorisant la professionnalisation et l'autonomisation des producteurs-trices. Les revenus des membres des coopératives



Théâtre forum sur les médicaments phytosanitaires. Région Centrale. Togo

ont augmenté de 45 %, et les pertes de production ont diminué de 30 %, contribuant ainsi à la souveraineté alimentaire et à l'amélioration des conditions de vie des bénéficiaires. Les formations dispensées ont promu des pratiques agricoles durables, améliorant la gestion des ressources naturelles et réduisant les émissions de gaz à effet de serre. Les perspectives pour le projet incluent la poursuite du soutien aux bénéficiaires et le maintien de l'engagement des parties prenantes pour assurer la durabilité des résultats obtenus.

Togo Renforcement de la Sécurité Alimentaire dans les Régions Centrale et Kara /phase 3

| NOUVEAU | 2023-2025 | avec Gradse

En 2023, malgré un contexte économique et social difficile marqué par des crises régionales, le projet a réalisé des avancées significatives, en particulier en renforçant le rôle des femmes au sein des coopératives agricoles. Avec une participation accrue à hauteur de 60 %, les femmes occupent désormais des postes clés dans la gestion et la direction des coopératives, contribuant ainsi à leur autonomisation économique et sociale. Leur implication active a non seulement dynamisé les opérations des coopératives mais a également favorisé des décisions plus inclusives et équitables.

Ces coopératives ont joué un rôle essentiel dans l'adaptation aux défis environnementaux, tels que la sécheresse persistante, en introduisant des pratiques agricoles durables comme l'utilisation d'hydro-fertilisants et les techniques de conservation des ressources. Ces initiatives ont amélioré la gestion des terres et des ressources en eau, renforçant ainsi la résilience des communautés face aux changements climatiques. En outre, ces efforts ont permis une augmentation significative de la production agricole et une réduction du gaspillage alimentaire, contribuant à une sécurité alimentaire accrue dans la région.

Pour l'avenir, le projet s'engage à maintenir cette dynamique positive en continuant à renforcer les capacités des femmes et en soutenant leur leadership au sein des coopératives. Il vise également à consolider les partenariats stratégiques et à mobiliser les ressources nécessaires pour assurer la durabilité et l'expansion des initiatives entreprises.

Plantations de papayes.
Région Centrale. Togo



QUAND LE PARTAGE DES SAVOIRS DÉPASSE LA DYNAMIQUE DES PROJETS

Rencontre « Horizons, pour une gestion communautaire de l'eau ». Popayan, Septembre 2023

Réaffirmant son engagement envers la gestion communautaire de l'eau en Colombie, emp'ACT a trouvé judicieux d'appuyer la Rencontre « Horizons » organisée par la Plateforme des Partenariats Publics et Communautaires des Amériques (PAPC) et le Réseau national d'aqueducs communautaires de Colombie (RNAC), en alliance avec l'Université Nationale du Cauca.

Le contexte de cette rencontre était marqué par des défis pressants auxquels sont confronté·e·s les aqueducs communautaires : conflits pour l'eau liés à l'extractivisme et à la monoculture, manque d'aménagement territorial, transformation des aqueducs en entreprises commerciales et menaces persistantes contre les leaders communautaires. L'État colombien reconnaît le droit à l'eau pour la consommation humaine, mais cette reconnaissance favorise souvent les entreprises privées d'approvisionnement, au détriment des communautés locales.

La réunion a souligné l'importance cruciale du travail en réseau et du projet de loi qui permettrait aux aqueducs communautaires de gérer l'eau comme un bien commun plutôt que comme un service commercial. Ce projet de loi représente un modèle potentiel à répliquer dans les pays confrontés à la privatisation de l'eau, garantissant une gestion durable et équitable des ressources hydriques.



Rencontre Horizons.
Popayán. Colombie

Les participant-e-s ont échangé sur diverses propositions pour adapter les aqueducs aux nouveaux défis climatiques, trouver des solutions pour consommer moins d'eau, améliorer la purification de l'eau, et encourager la participation des nouvelles générations. Les aqueducs communautaires sont perçus comme les véritables gardiens de l'eau, ayant une relation profonde et respectueuse avec la nature.

« Horizons » a réaffirmé l'accès à l'eau comme droit humain fondamental et la gestion publique et communautaire comme la seule alternative viable à la privatisation néo-libérale. Le rapport a souligné l'importance de combattre la privatisation et la financiarisation de l'eau, tout en mettant en avant la nécessité de préserver les sources d'eau douce. L'importance de l'autonomie du mouvement et des risques de cooptation par les gouvernements a également été soulignée.

Un accent particulier a été mis sur le rôle essentiel des femmes dans la gestion de l'eau, la lutte contre les régimes autoritaires menaçant les droits humains, et la protection des leaders

communautaires souvent menacé-e-s. Dans une approche écoféministe, la rencontre a contribué à la construction de nouveaux discours sur la « culture de l'eau » en tenant compte des dynamiques sociales propres à chaque territoire.

emp'ACT n'a pas hésité à soutenir cette rencontre, renforçant ainsi la capacité des acteur-trice-s communautaires par le partage de connaissances et l'élaboration des stratégies communes pour une gestion durable de l'eau. Le réseau devient plus solide et peut mener un plaidoyer efficace au sein des municipalités, renforçant ainsi la lutte pour les droits à l'eau des populations locales.

Le rôle des organisations comme Penca de Sabila et Enda Colombia est essentiel pour accompagner ces processus, fournissant une aide juridique et technique indispensable. Le mouvement lié à la gestion communautaire de l'eau en Amérique Latine montre une capacité de changement significative à partir de la société civile, avec une forte mobilisation pour un avenir plus équitable et durable.

QUAND LA PARTICIPATION À UN RÉSEAU CATALYSE NOS FORCES

La Plateforme Souveraineté Alimentaire.

emp'ACT est membre de la Plateforme Souveraineté Alimentaire -PSA- qui regroupe 15 organisations membres de la FGC qui mènent ensemble une démarche de capitalisation et de partage d'expériences autour de la souveraineté alimentaire.

Lieu de réflexion, de partage et de création de savoirs, la PSA est avant tout une « communauté de pratiques », structurée autour d'un processus de capitalisations et de partages d'expériences. De nombreuses démarches ont lieu à l'initiative des organisations membres, à partir d'ateliers, de restitutions auprès des partenaires, de formations et tables rondes ou encore des simples échanges sur les réseaux sociaux.

Les initiatives s'inspirent des réflexions propres à la plateforme, des besoins exprimés par les partenaires locaux, des dynamiques des mouvements sociaux voire des enjeux plus globaux. La PSA met en lien des organisations, mais surtout des personnes, qui n'auraient autrement pas l'occasion d'entrer en contact.

La PSA a permis à emp'ACT de dépasser la logique de sécurité alimentaire pour intégrer la notion de souveraineté alimentaire et énergétique dans les projets soutenus. Nous avons pu approfondir nos connaissances et affiner nos approches. Pour nous, la souveraineté alimentaire ne se limite pas aux techniques respectueuses de l'environnement ou à l'accès des produits agricoles aux circuits locaux, elle est indissociable de l'accès à l'eau, la conservation des sols et des forêts, la protection des berges, l'atténuation des effets des changements climatiques mais aussi la justice sociale ou l'égalité entre paysans et paysannes. Des concepts tels que la permaculture, l'agroforesterie, le bio-charbon, les « forêts comestibles » sont devenus fréquents dans les projets que nous soutenons.

Pour nos partenaires terrain, la PSA a également ouvert la possibilité de découvrir d'autres réalités régionales. Chaque atelier, que ce soit au Togo, au Sénégal ou tout récemment au Burundi, a permis d'approfondir les thématiques traitées, mais surtout de s'imprégner des pratiques et des savoirs faire d'autres organisations. Ainsi, suite à l'atelier au Burundi, la MVCP a développé une filière de production de bio-charbon, action qui complète son programme visant la réduction de l'utilisation de bois de chauffe. Elle a ensuite procédé à l'évaluation des besoins des nouveaux éco-entrepreneurs afin de renforcer leurs capacités pour la production et la vulgarisation auprès des populations paysannes.

Faire partie de la PSA, c'est surtout créer des liens avec les membres d'associations de la FGC qui travaillent sur des thématiques proches. A la PSA, il n'y pas de concurrence. Bien au contraire, les organisations découvrent leurs complémentarités et dépassent des rapports qu'elles peuvent avoir dans d'autres contextes.



Circuits courts de commercialisation.
Antioquia. Colombie

UN GRAND MERCI

EN 2023, emp'ACT A PU MENER SES ACTIONS GRÂCE AU SOUTIEN FINANCIER DES INSTITUTIONS SUIVANTES :

- DDC - Direction de la Coopération au Développement (FGC)
- Etat de Genève (FGC)
- Ville de Carouge (FGC)
- Ville de Genève (FGC)
- Ville de Lancy (FGC)
- Ville d'Onex (FGC)
- Ville de Vernier (FGC)
- Commune de Bernex (FGC)
- Commune de Chêne-Bougeries (FGC)
- Commune de Choulex (FGC)
- Commune de Collex (FGC)
- Commune de Corsier (FGC)
- Commune de Plan-les-Ouates (FGC)
- Fondation Fokus Frauen
- Fonds de soutien Migros
- Capomondo S.A.

**NOUS REMERCIONS CHALEUREUSEMENT
NOS 350 MEMBRES DONATEURS·RICES
POUR LEUR SOUTIEN ET LEUR SOLIDARITÉ.**

COMPTE DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2023

Période du
1^{er} janvier 2023
au 31 décembre 2023

	2023	2022
PRODUITS affectés aux projets (cf. Annexe 2)		
Financements FGC – Communes (net)	271 756	412 518
Financements FGC – Ville de Genève	158 443	151 909
Financements FGC – État de Genève	90 000	18 136
Financements FGC – DDC	436 374	363 882
Sous-Total Financements FGC	956 573	946 445
Financements privés sur projets cofinancés FGC	64 380	39 300
Financements des projets divers		9 000
Don Loterie Romande (renouvellement informatique)		
Sous-Total Financements divers	64 380	48 300
TOTAL produits affectés aux projets	1 020 953	994 745
PRODUITS non affectés aux projets		
Cotisations des membres	4 555	3 875
Dons et legs divers	12 910	9 530
Don exceptionnel		20 000
Honoraires et revenus pour prestations	11 700	1 200
A.R.E.		18 523
Subvention Ville de Genève	15 500	15 500
Recettes de manifestations	21 681	15 746
TOTAL des produits non affectés	66 346	84 373
TOTAL DES PRODUITS	1 087 299	1 079 118

	2023	2022
CHARGES sur les projets		
Dépenses des projets sur fonds FGC	-840 118	-811 764
Dépenses des projets sur fonds divers	-36 735	-22 931
Dépenses sur Loterie Romande (renouvellement informatique)		
TOTAL charges des projets	-876 853	-834 695

Frais de fonctionnement

Frais de personnel	-147 455	-144 852
Loyers + charges des locaux + locations salles	-14 476	-14 179
Assurances	-508	-471
Frais bureautiques et informatiques	-2 150	-1 798
Frais de télécommunications et affranchissements	-2 332	-2 070
Frais publications	-6 883	-9 235
Honoraires divers	-4 054	-2 369
Frais de fonctionnement divers (réunions, etc.)	-2 631	-1 821
Frais engagés sur manifestations diverses		-2 000
TOTAL des frais de fonctionnement	-180 489	-178 795

	2023	2022
Participation aux réseaux		
Cotisations	-800	-683
Participation financière FGC	-9 465	-9 465
TOTAL participation aux réseaux	-10 366	-10 148
Transfert fonds propres sur projets		-9 000
TOTAL transfert fonds propres sur projets		-9 000

TOTAL DES CHARGES

	-1 067 708	-1 032 638
Résultat d'exploitation de l'exercice	19 591	46 480

Produits financiers	28	1
Charges financières	-275	-281
Résultat financier	-247	-280

Produits exceptionnels	4 226	905
Résultat exceptionnel	4 226	905

Résultat avant variation des fonds

Allocations aux fonds affectés (cf. Annexe 1)	-1 020 953	47 105
Utilisations des fonds affectés (cf. Annexe 1)	876 853	930 608
Frais de gestion sur utilisations des fonds affectés (cf. Annexe 1)	106 332	124 237
Indemnités pour gestion et suivi sur fonds hors FGC (cf. annexe 1)	8 397	5772

Résultat de l'exercice (+bénéfice/-perte)

	-5 800	-1 721
--	---------------	---------------

BILAN AU 31/12/2023

ACTIF	2023	2022
Disponibilités		
Caisse	96	174
CCP	14 145	6 730
BCGE	117 962	103 689
TOTAL	132 202	110 593
Autres actifs circulants		
Débiteurs divers	0	1 650
Créances sociales et fiscales	841	0
Cautions	6 339	6 312
TOTAL	7 180	7 962
TOTAL ACTIF	139 383	118 555

PASSIF	2023	2022
Capitaux étrangers à court terme		
Dettes sociales et fiscales	0	2 803
Créanciers et passifs de régularisation	9 789	9 464
Fonds affectés pour projets en cours (voir Annexe 1)	129 580	100 473
TOTAL	139 368	112 740
Capitaux étrangers à long terme		
Prêts	-	-
TOTAL	-	-
Résultat reporté	5 814	7 535
Résultat de l'exercice	-5 800	-1 721
TOTAL	14	5 814
TOTAL ACTIF	139 383	118 555

ANNEXE 1 : TABLEAU DE VARIATION DES FONDS AFFECTÉS AUX PROJETS EN 2023

Pays	Nom du Projet	Report au 01.01.2023	Allocations (net) FGC aux fonds affectés	Allocations diverses aux fonds affectés	Utilisations des fonds FGC affectés	Utilisations des fonds divers affectés	Frais gestion sur fonds FGC	Frais gestion sur fonds divers	Transferts Internes	Solde au 31.12.23
Projets cofinancés via la FGC en cours au 31.12.2023										
Colombie	Divers / ENDA / Gestion communautaire de l'eau potable	10 555	94 180	4 380	-88 756	-3 753	-10 464	-571		5 570
Colombie	Antioquia / Penca de sábila / Reconnaissance institutionnelle de la gestion communautaire de l'eau	16 605	111 400		-104 169		-12 378			11 458
Colombie	Popayan / Penca de sábila / Rencontres horizons sur droit à l'eau	0	22 855		-20 289		-2 539			27
Pérou	Lima / Desco / Ciudad Mujer II	10 211	124 691	20 000	-109 352	-4 863	-13 855	-2 609	-1 472	22 752
Pérou	Arequipa / DescoSur / Mujeres del agua	58 135	98 500		-91 492	-4 940	-10 944			49 258
Pérou	Lima et Cusco / CESIP / Empowerment et restitution de droits pour filles et adolescentes	-4 561	103 165		-63 043	-1 746	-11 463			22 352
Togo	Région Centrale et des Plateaux / MVCP / Entrepreneuriat agricole durable	8 550	128 505		-120 349	-2 194	-14 278			233
Togo	Région Centrale et Kara / GRADSE / Renforcement sécurité alimentaire	0	130 000	40 000	-118 169	-6 859	-14 444	-5 217	-12 051	13 260
Togo	Région Plateaux et Maritime / ETD / Appui au développement des territoires	0	43 277		-31 223	-2 600	-4 809		835	5 481
Sous-total des projets cofinancés via la FGC en cours au 31.12.2023		99 494	856 573	64 380	-746 842	-26 955	-95 175	-8 397	-12 688	130 390
Projets cofinancés via la FGC terminés au 31.12.2023										
Togo	Région Centrale et Kara / GRADSE / Renforcement sécurité alimentaire	-958				-11 093			12 051	0
Togo	Notsé / ETD / Renforcement démocratie et développement éco. local	1 304	100 000		-89 312		-11 157		-835	0
Sous-total des projets divers en cours au 31.12.2023		346	100 000	0	-89 312	-11 093	-11 157	0	11 216	0
Total projets cofinancés par la FGC au 31.12.2023		99 840	956 573	64 380	-836 154	-38 047	-106 332	-8 397	-1 472	130 390
Projets financés hors FGC en cours au 31.12.2023										
Colombie	Antioquia / Vamos Mujer / Routes de dignité et de paix.	606				-2 652			1 000	-1 045
Divers	Projets divers	27							208	235
Sous-total des projets divers en cours au 31.12.2023		633	0	0	0	-2 652	0	0	1 208	-810
remboursement du solde projet Cetramode (Togo) à la FGC									264	
TOTAL DES PROJETS EN COURS ET TERMINES au 31.12.2023		100 473	956 573	64 380	-836 154	-40 699	-106 332	-8 397	0	129 580

ANNEXE 2 : FINANCEMENTS REÇUS POUR LES PROJETS EN 2023

A • FINANCEMENTS FONDS PUBLICS REÇUS VIA FGC

					Brut	Net
Communes	275 038	Bernex / FGC	Togo	Région Centrale et Plateaux / MVCP / Entrepreneuriat agricole durable	21 600	21 276
Net :	271 756	Carouge / FGC	Pérou	Arequipa / Descosur / Mujeres del Agua	100 000	98 500
		Chêne-Bougeries / FGC	Colombie	Divers / ENDA / Gestion communautaire de l'eau potable	40 180	40 180
		Choulex / FGC	Pérou	Lima et Cusco / CESIP / Promotion et restitution des droits de filles et adolescentes	5 000	5 000
		Collex / FGC	Pérou	Lima / Desco / Ciudad Mujer : Femmes organisées pour une ville inclusive	5 000	5 000
		Corsier / FGC	Pérou	Lima et Cusco / CESIP / Promotion et restitution des droits de filles et adolescentes	6 000	6 000
		Lancy / FGC	Colombie	Antioquia / PENCA / Perennité de la gestion communautaire de l'eau	40 000	39 400
		Onex / FGC	Pérou	Lima / Desco / Ciudad Mujer : Femmes organisées pour une ville inclusive	20 633	20 324
		Plan-les-Ouates / FGC	Togo	Région Centrale et Plateaux / MVCP / Entrepreneuriat agricole durable	20 000	19 700
		Veyrier / FGC	Pérou	Lima et Cusco / CESIP / Promotion et restitution des droits de filles et adolescentes	16 625	16 376
Ville de Genève	158 443	Vgen / FGC	Colombie	Divers / ENDA / Gestion communautaire de l'eau potable	14 000	14 000
		Vgen / FGC	Pérou	Lima et Cusco / CESIP / Promotion et restitution des droits de filles et adolescentes	25 789	25 789
		Vgen / FGC	Pérou	Lima / Desco / Ciudad Mujer : Femmes organisées pour une ville inclusive	51 125	51 125
		Vgen / FGC	Togo	Région Centrale et Plateaux / MVCP / Entrepreneuriat agricole durable	27 529	27 529
		Vgen / FGC	Togo	Régions des Plateaux et Centrale / ETD / Gouvernance et dév. économique local durable	30 000	30 000
		Vgen / FGC	Togo	Régions des Plateaux et Maritime / ETD / Gouvernance et dynamiques des territoires	10 000	10 000
État de Genève	90 000	Etat Genève / FGC	Colombie	Antioquia / PENCA / Perennité de la gestion communautaire de l'eau	10 000	10 000
		Etat Genève / FGC	Togo	Région Centrale / GRADSE / Renforcement sécurité alimentaire	60 000	60 000
		Etat Genève / FGC	Togo	Régions des Plateaux et Maritime / ETD / Gouvernance et dév. économique local durable	20 000	20 000
Confédération	436 374	DDC / FGC	Colombie	Divers / ENDA / Gestion communautaire de l'eau potable	40 000	40 000
		DDC / FGC	Colombie	Antioquia / PENCA / Perennité de la gestion communautaire de l'eau	62 000	62 000
		DDC / FGC	Colombie	Popayan / PENCA / Rencontres Horizons pour la gestion communautaire de l'eau potable	22 855	22 855
		DDC / FGC	Pérou	Lima / Desco / Ciudad Mujer : Femmes organisées pour une ville inclusive	48 242	48 242
		DDC / FGC	Pérou	Lima et Cusco / CESIP / Promotion et restitution des droits de filles et adolescentes	50 000	50 000
		DDC / FGC	Togo	Régions des Plateaux et Centrale / ETD / Gouvernance et dév. économique local durable	50 000	50 000
		DDC / FGC	Togo	Régions des Plateaux et Maritime / ETD / Gouvernance et dynamiques des territoires	33 277	33 277
		DDC / FGC	Togo	Région Centrale / GRADSE / Renforcement sécurité alimentaire	70 000	70 000
		DDC / FGC	Togo	Région Centrale et Plateaux / MVCP / Entrepreneuriat agricole durable	60 000	60 000
Total fonds publics (FGC)					959 855	956 573

B • FINANCEMENTS DIVERS

					Brut	Net
Divers	64 380	Migros Fonds de soutien	Togo	Région centrale / GRADSE / Renforcement sécurité alimentaire	40 000	40 000
		Fokus Frauen Stiftung	Pérou	Lima / Desco / Ciudad Mujer : Femmes organisées pour une ville inclusive	20 000	20 000
		Capomondo	Colombie	Divers / ENDA / Gestion communautaire de l'eau potable	4 000	4 000
		Dons affectés	Colombie	Divers / ENDA / Gestion communautaire de l'eau potable	380	380
Total fonds divers (hors FGC)					64 380	64 380
TOTAL REÇU POUR LES PROJETS EN 2023					1 024 235	1 020 953

Justice environnementale et accès à l'eau
Droits et empowerment des femmes
Souveraineté alimentaire et énergétique



ge emp
in devient ACT

emp'ACT
initiatives solidaires
et durables
www.emp-act.ch

Vos cotisations et dons sont indispensables
pour faire vivre notre association !



Devenir Membre

Les membres de l'association reçoivent régulièrement des informations sur les projets ainsi que sur l'aide au développement en général. Ils ont le droit de vote dans les organes de l'association. La cotisation annuelle est de 50 CHF.



Faire un don

En soutenant financièrement emp'ACT, vous apportez une contribution précieuse pour le développement dans les pays du Sud. Les dons versés à l'association sont déductibles des impôts.

Suivez-nous sur :   

emp'ACT

Rue de Villereuse 6 – 1207 Genève

Téléphone : 022 329 67 68

Email : info@emp-act.ch

www.emp-act.ch

IBAN : CH 98 0900 0000 1200 11147